LE GRAIN DE SABLE

N° 438 – MARDI 02 SEPTEMBRE 2003



DU G1 AU G3

Dans ce numéro

Brèves d'OMC

Par Groupe de travail « Traité internationaux » de Marseille

1/ Le projet de texte pour la Conférence de Cancun présenté au Conseil Général de l'OMC :

A la dernière réunion du Conseil Général avant les 2 semaines de coupure d'été un projet de Déclaration Ministérielle a été présenté le 18/07/2003 par son Président sous sa seule responsabilité en vue de son adoption à la 5e Conférence de Cancun.

Sur l'agriculture, il y exprime un optimisme prudent, rappelant qu'un manque de progrès dans ce secteur aurait des conséquences négatives sur les autres négociations, en particulier sur la décision de lancer ou non des négociations sur les sujets de Singapour (investissement, concurrence, facilitation du commerce et transparence dans les marchés publics). Il s'est séparé sans avoir épuisé le sujet. Plusieurs membres des PED se sont déclarés déçus car si le texte semblait envisager des décisions concrètes sur les sujets d'importance pour les pays développés, il se contentait de demander aux membres de "redoubler d'efforts" sur ceux qui importaient aux PED, tels qu'au sujet de l'application des accords.

Les USA et l'UE ont indiqué que Cancun ne devrait pas prendre de décisions détaillées mais plutôt adopter un cadre de travail étendu, les détails devant être incorporés après la Conférence.

Le président du Comité des Négociations commerciales a déclaré que dans le court laps de temps restant avant Cancun, les délégués devraient "utiliser toute leur énergie pour débloquer les principaux sujets stratégiques".

Le CG n'a pas donné suite aux demandes de 4 organisations intergouvernementales de leur accorder le statut d'observateurs.(Convention sur le Commerce International des Espèces en Danger, de la Convention de Bâle, du Protocole de Montréal de la Convention sur la Diversité Biologique, et la Convention cadre de l'ONU sur les Changements Climatiques).

USA et UE demeurent sourds aux demandes des PED :

Le CG a également entendu une communication du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie sur l'effet de la chute des prix des produits de base dans les PED. Ils ont proposé qu'un texte soit présenté à Cancun, mettant en oeuvre un programme de travail avec différents comités de l'OMC et en coopération avec d'autres organismes internationaux. Alors que cette demande recevait un soutien chaleureux de la plupart des PED, l'Australie, les USA, le Canada et l'UE, après avoir reconnu qu'il s'agissait d'un vrai problème auquel se heurtait les exportateurs de ces pays, se sont demandés si l'OMC était bien le bon endroit pour en discuter !.

Parmi les autres sujets abordés, celui du commerce des textiles. Une demande recommandait que les pays développés appliquant des quotas prennent des dispositions afin que l'accès des PED aux quotas ne soit pas diminué en 2004. USA et UE ont répondu que la proposition n'était pas couverte par l'Accord en cours et ne recevrait donc pas de suite.

Une autre demande proposait pour les PED une exemption de 2 ans aux procédures anti-dumping prises par les pays développés. Elle démarrerait en 2005, au moment de l'élimination des quotas et de la réintégration du commerce des textiles aux règles générales de l'OMC. Elle proposait que le Conseil en recommande l'adoption à Cancun. Les USA, l'UE et le Japon n'ont pas soutenu cette demande.

Le CG dans les 2 cas a été incapable de prendre une décision.

Le CG reprendra les discussions à partir du 11 Août, l'après midi étant consacré à des réunions restreintes. Entre temps une nouvelle mini-conférence ministérielle de 25 membres se sera tenue à Montréal des 28 au 30 Juillet.

Réaction négative de la société civile au projet de texte pour Cancun :

Les représentants de la société civile ont critiqué le procédé qui a consisté à élaborer un projet sous la conduite du Président, détournant les règles de procédures garantissant un système basé sur le consensus. Dans une lettre qu'ils ont adressée au DG de l'OMC ainsi qu'aux ministres et ambassadeurs des Etats membres, ils leur ont demandé de réformer d'urgence d'ici la 5e Conférence de Cancun le mode de prise de décision anti-démocratique et de traiter de l'absence de participation des PED sauf à perdre toute légitimité auprès du public. Les ONG ont aussi mis en garde contre la tenue de mini-conférences ministérielles réduites afin d'aménager la voie conduisant à des décisions formelles. Aileen Kwa de Focus on the Global South s'est inquiété du fait que les réunions des Chefs de Délégation se tenaient de façon informelles et sans procès-verbal. Martin Khor (Third World Network) a rappelé qu'à l'ONU les décisions étaient prises de façon plus transparente et démocratique, y compris sur les sujets politiques hautement sensibles.

2/ Les groupes de travail sur les sujets de Singapour ne font aucune recommandation pour leur lancement à Cancun

Tenue en marge de la réunion du CG, une consultation informelle sur ces sujets a montré que des différences entre Membres persistaient. Les Présidents des 4 groupes, nommés par le Président du CG au cours d'une réunion informelle des Chefs de Délégation pour consulter les autres membres sur ces sujets, ont commencé leur consultations informelles. On notera que les réunions sur les investissement réuniront séparément les partisans, les opposants et les indécis, alors que partisans et opposants seront réunis ensemble pour les 3 autres sujets d'abord en petits groupes puis en plus large assemblées. Pour l'UE , ces sujets font partie du paquet de négociations adopté à Doha. Pour les PED, le mandat de Doha fait référence à un processus de clarification qui est loin d'être achevé en raison de larges divergences de points de vue.(voir les observations de 12 PED à ce sujet : http://www.france.attac.org/site/page.php?idpage=2583&langue=)

Au cours des discussions sur les rapports, plusieurs membres ont estimé "subjectives" les réflexions sur un progrès en cette matière. Les Philippines ont déclaré qu'ils ne reflétaient pas nécessairement les vues et les besoins de tous les Membres. Pour le Président du CG, leur avenir dépend des progrès réalisés dans d'autres secteurs, agriculture et traitement Spécial et Différencié.(S&D)

Concernant le traitement S&D, un délégué des PED a déclaré que les propositions avancées auraient des effets très négatifs, compte tenu des coûts potentiels que les PED devraient payer à Cancun pour leur adoption. Etant donné les difficultés constantes rencontrées jusqu'ici par les délégués pour améliorer les dispositions du traitement S&D, un observateur a déclaré qu'il souhaitait bonne chance au Président du CG pour parvenir à un paquet ficelé avant Cancun.

3/ Déclaration de 16 PED à propos d'un accord sur les modalités agricoles :

Cette déclaration présentée par les Philippines au nom de 16 PED devant le Comité sur l'Agriculture de l'OMC met l'accent sur l'impossibilité de parvenir à un accord sur les modalités agricoles si le concept de produits spéciaux (réduction très modérée sur certains produits déterminés) et si un nouveau mécanisme spécial de sauvegarde face à une vague d'importations et à une brusque chute de prix) n'étaient pas intégré intégralement au paquet de l'accès au marché.

Chaque pays devrait être autorisé à déterminer ses produits spéciaux de façon indépendante. Le mécanisme de sauvegarde viendrait compléter le

traitement spécial et différencié existant et ne serait ouvert qu'aux PED.

Le seul recours possible pour défendre leurs paysans étant le recours aux droits de douane, ils risquent même de perdre cet instrument dans le cadre d'une "libéralisation débridée du commerce"

Concernant la volonté des USA et de l'UE de s'engager dans des discussions constructives pour aplanir leurs notables différences en matière agricoles, certains pays se disent inquiets que ces 2 pays placent la Conférence de Cancun devant un fait accompli suite à un marché bilatéral. L'UE n'a pas caché qu'elle n'utilisera ce levier consécutif à la réforme de la PAC que si les USA acceptent de réformer leur système de crédit à l'exportation et leur régime d'aide alimentaire.

Le Bénin a de son côté présenté des études montrant que les pertes à l'exportation causées par les subventions mondiales sur le coton s'élevaient à 250 Millions$ pour les pays pauvres. (1 Milliard$ de pertes indirectes en y incluant tous ceux qui vivent de sa production). Chaque année, le soutien mondial au secteur cotonnier se monte à 6 Milliards$, dont 3.7Milliards$ par les USA, 1,2 Milliard$ par la Chine et 700 Millions par l'UE. Il demande à ce que des compensations soient payés jusqu'en 2006, année où les subventions devraient être totalement éliminées.. La Nouvelle-Zélande a averti que les sommes épargnées ne devaient pas être réallouées au soutien d'autres produits. L'Australie estime que le système devrait être étendu au sucré, café, thé et cacao. L'UE s'est déclaré contre des mesures ne visant que des produits spécifiques….Et les USA n'ont rien dit.

4/ Les USA décident d'augmenter leurs droits sur l'importation des silures vietnamiens :

La décision de la Commission du Commerce International US permettra d'appliquer des droits de 37 à 64 % sur les importations de silures (poisson-chat) du Vietnam menaçant de bloquer un des rares produits où ce pays pauvre présente un avantage comparatif.. Selon les producteurs US, les paysans vietnamiens vendent les filets surgelés à un prix exagérément bas. La décision permet au Département du Commerce d'imposer un tarif anti-dumping. Ce différent risque de porter un coup aux relations commerciales entre les 2 pays, le vietnamiens craignant que ce règlement serve de précédent aux futures négociations commerciales qui porteront sur des produits de plus grande importance économique pour le pays, tels les crevettes. Le Vietnam qui n'est pas encore membre de l'OMC ne pourra s'opposer à ces droits en faisant appel à l'ORD.

5/ Le Cambodge pourra-t-il se plier aux engagements qu'il a pris pour son adhésion à l'OMC ? :

Son adhésion sera officialisée à la 5e Conférence de Cancun. Des observateurs ont fait remarquer que l'ensemble des concessions et des engagements parait hors de portée de ce qu'on peut attendre d'un PMA comme le Cambodge. Les termes de l'accession acceptés par le Cambodge vont bien au-delà de ce qui s'applique aux PMA déjà membres de l'OMC.

Ainsi il s'est engagé à appliquer le Trips à partir du 1er janvier 2007, alors que les autres PMA ont obtenu un délai de 10 ans pour son introduction. Il réduira ses subventions agricoles à zéro pour l'exportation. La délégation malaisienne a exprimé "son profond regret" face aux demandes onéreuses que les Membres font aux pays en voie d'accession comme le Cambodge.

Contact pour cet article. Omc.marseille@attac.org

La crise du projet mondialiste et la Nouvelle Économie selon G. W. Bush

Par Walden Bello, professeur de sociologie et d'administration publique à l'Université des Philippines, et administrateur de l'Observatoire des Pays du Sud de Bangkok (Focus on the Global South).

Traduction. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Ce que voudrais faire, dans cette introduction, c'est discuter des éléments clé de la conjoncture mondiale. Je voudrais dessiner à gros traits la situation économique et politique générale du monde dans lequel notre activisme écologiste doit se situer.

Laissez-moi vous ramener en 1995, année de naissance de l'OMC. L'OMC, résultat de huit ans de négociations, fut acclamée par toute la presse de l'établissement comme le joyau de la gouvernance économique mondialisée à l'ère de la mondialisation. Les presque 20 accords commerciaux que comprenait l'OMC furent présentés comme la mise en place de règles multilatérales qui élimineraient les rapports de force et de coercition des échanges commerciaux en soumettant les riches comme les pauvres à un ensemble de règles communes appuyées par un régime de sanction efficace. L'OMC était une référence, disait George Soros, parce qu'elle était la seule instance supranationale à laquelle l'économie la plus puissante du monde, celle des Etats-Unis, se plierait. Au sein de l'OMC, proclamait-on, les puissants États-Unis et le misérable Rwanda aurait un égal nombre de voix : une seule.

Pendant le premier congrès de l'OMC, à Singapour, en novembre 1996, le ton était au triomphalisme, et l'OMC, en compagnie de la Banque Mondiale et du FMI, faisait sa célèbre déclaration selon laquelle la tâche qui les attendait était d'établir des politiques commerciales, financières et de développement cohérentes pour poser les bases de la future prospérité mondiale.

LA CRISE DU PROJET DE MONDIALISTAION

Début 2003, le ton avait changé. A l'approche de son cinquième congrès, l'organisation est bloquée. Un

accord sur l'agriculture n'est pas prêt d'être signé tandis que les Etats-Unis comme l'Europe s'accrochent à leurs subventions astronomiques. Bruxelles est sur le point d'imposer des sanctions contre Washington qui continue de faire bénéficier d'exemptions fiscales des exportateurs reconnus coupables d'avoir violé deux lois de l'OMC, tandis que les Etats-Unis menacent de traîner l'U. E. devant les tribunaux de l'OMC pour dénoncer son moratoire vis-à-vis des aliments transgéniques. Les pays en voie de développement, même ceux d'entre eux qui avaient eu l'espoir que l'OMC servent effectivement à réduire les inégalités, s'accordent tous pour dire que l'OMC leur a plus coûté qu'elle ne leur a rapporté. Ils sont bien décidés à ne plus ouvrir leurs marchés d'un pouce, sauf s'ils sont soumis à des menaces ou à des pressions. Au lieu d'annoncer une nouvelle étape dans la libéralisation du commerce international, le sommet de Cancun va devoir concéder que rien n'a avancé.

Les raisons qui expliquent cet embourbement sont à chercher dans une crise du projet mondialiste – dont le plus bel aboutissement était la création de l'OMC elle-même – et dans l'émergence de l'unilatéralisme comme principale caractéristiques de la politique étrangère U.S.

Mais d'abord, quelques remarques sur la mondialisation et sur le projet mondialiste.

La mondialisation est l'intégration accélérée et générale des marchés, du capital et de la production, un processus qui vise la génération de profit pour les grandes entreprises. La mondialisation a connu deux phases : la première, du début du dix-neuvième siècle jusqu'en 1914 ; la deuxième, du début des années 80 à nos jours. La période de transition fut marquée par l'existence d'économies nationales caractérisées par un fort degré d'interventionnisme des États, et des fortes contraintes pesants sur les flux commerciaux et financiers internationaux. Ces contraintes nationales et internationales qui pesaient sur le marché, dues pour les économies nationales à des conflits de classe et pour l'économie mondiale à la concurrence entre capitalistes, furent rendues coupables par les néolibéraux d'avoir créé des dérèglements qui provoquèrent collectivement la stagnation des économies capitalistes et de l'économie mondiale vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt.

Comme lors de la première phase de mondialisation, la deuxième phase s'accompagna d'une résurgence de l'idéologie néo-libérale, qui visait à libéraliser le marché via des privatisations accélérées, la déréglementation et la libéralisation du commerce. En gros, il y avait deux versions du néo-libéralisme : la version « hard »de Thatcher-Reagan, et la version « soft » de Blair-Soros (la mondialisation avec des « filets de sauvetage »). Mais le fond des deux approches était de libérer les forces du marché et de débarrasser les multinationales des contraintes que faisaient peser sur elles la société, les États, et le monde du travail.

LES TROIS MOMENTS DE LA CRISE DU PROJET MONDIALISTE

Il y a eu trois moments dans la crise du projet mondialiste, crise qui va en s'empirant. La première fut lors de la crise financière en Asie en 1997. Cet évènement, qui mit à genou les fiers « Tigres » du sud-est asiatique, révéla qu'un des éléments clés de la mondialisation – la déréglementation des balances des capitaux afin de favoriser la libre circulation du capital, surtout le capital financier ou boursier – pouvait être profondément déstabilisant. La crise asiatique n'était en fait que la dernière d'une série d'au moins huit grandes crises financières a avoir eu lieu depuis le début de la libéralisation des flux financiers au commencement des années 70. Le pouvoir déstabilisant de la libéralisation des marchés financiers fut démontré par le fait qu'en quelques semaines, un million de personnes en Thaïlande et 21 millions en Indonésie tombèrent sous le seuil de pauvreté.

La crise asiatique fut le « Leningrad » du FMI, principal maître d'oeuvre de la libéralisation des flux de capitaux. Son ambitieux projet de soumettre une centaine de pays à des « ajustements structurels » fut revu, et des évènements qui avaient été prévus parfois dès le début des années 80 par des organismes comme le Fonds des Nations Unies pour le Développement et à la Conférence de l'O. N. U. sur le Commerce et le Développement sont maintenant des réalités. Les programmes d'ajustement structurel conçus pour accélérer la dérégulation, la libéralisation du commerce et les privatisations ont presque partout institutionnalisé la stagnation, ont fait empirer la pauvreté, et ont accru les inégalités.

Un paradigme est vraiment en crise quand ses plus fervents défenseurs l'abandonnent, comme le montre Thomas Kuhn dans son ouvrage de référence, La structure des révolutions scientifiques: peu après la crise asiatique, l'économie néo-classique connu quelque chose qui ressemble à ce qui arriva lors de la crise du paradigme copernicien en physique, avec le départ des rangs des néo-classiques d'intellectuels clés – parmi eux Jeffrey Sachs, auparavant un partisan remarqué de l'application aux pays de l'Est d'un « traitement de choc » néolibéral au début des années 9O ; Joseph Stiglitz, ex-économiste en chef de la Banque Mondiale ; le professeur Jagdish Bhagwati de l'Université de Columbia, qui appela de ses vœux un contrôle international des flux de capitaux ; et le financier George Soros, qui condamna le manque de régulation du système qui l'avait enrichi.

Le second moment de la crise du projet mondialiste fut l'effondrement du troisième congrès de l'OMC à Seattle en décembre 1999. A Seattle se rencontrèrent trois sources distinctes de mécontentement et de conflit qui avaient grandies peu à peu :

- les pays du Tiers-monde qui éprouvaient du ressentiment devant les inégalités des accords de l'Uruguay Round, qu'ils avaient le sentiment d'avoir signés contraints et forcés ;

- une opposition populaire massive à l'OMC, émanant des horizons les plus divers de la société mondialisée, dont des agriculteurs, des pêcheurs, des leaders syndicaux et des défenseurs de l'écologie. En mettant en danger le bon développement de nombreux secteurs dans ses accords, l'OMC réussit à unir la société civile mondialisée contre elle.

- il restait des contentieux commerciaux non résolus entre les USA et l'UE, notamment dans le domaine de l'agriculture, des dossiers qui avaient été vite refermés durant l'Uruguay Round.

Ces trois éléments volatiles se sont unis pour provoquer l'explosion de Seattle, avec la révolte au Centre des Congrès de Seattle des pays du Sud contre les diktats des pays du Nord, des défilés de 50 000 personnes, et des différends empêchant les USA et l'UE d'agir de concert pour sauver le congrès. Dans un moment de lucidité juste après la débâcle de Seattle, Stephen Byers, le ministre des Affaires Étrangères britannique, a saisi l'essence de la crise : « l'OMC ne pourra pas continuer à exister sous sa présente forme. Il faudra des changements radicaux et fondamentaux pour qu'elle réponde aux aspirations et aux besoins de ses 134 membres. »

Le troisième moment de crise fut le krach boursier à la fin du boom de l'ère Clinton. Ceci n'était pas juste l'éclatement d'une bulle mais une rude réactualisation de la crise capitaliste classique de surproduction, dont la principale manifestation fut la surcapacité. Avant le krach, les profits des entreprises aux USA n'avaient pas crûs depuis 1997. Ceci avait à voir avec une surcapacité de production dans le secteur industriel, l'exemple le plus éclatant étant le secteur perturbé des télécommunications, où la production effective atteignait seulement 2,5% de la production potentielle. La stagnation de l'économie réelle conduisit à un investissement du capital dans le secteur financier, ce qui fit croître vertigineusement les cours. Mais comme le taux de rentabilité dans le secteur financier ne peut pas trop s'éloigner du taux de rentabilité du secteur réel, un effondrement des valeurs boursières était inévitable, ce qui arriva en mars 2001, entraînant une stagnation prolongée et le spectre de la déflation.

Il y a sûrement de plus larges raisons structurelles qui expliquent la prolongation de la situation de stagnation ou de déflation actuelle, toujours au bord de la récession. Ce pourrait être, comme le suggèrent certains économistes, que nous sommes à la fin du fameux « cycle de Kondratiev ». Proposée par l'économiste russe Nikolaï Kondratiev, cette théorie avance que l'économie capitaliste n'est pas seulement soumise à des cycles d'affaires à court terme mais aussi sur le long terme à des « super cycles ». Les cycles de Kondratiev durent en moyenne cinquante ou soixante ans à peu près. La courbe ascendante du cycle de Kondratiev marque l'exploitation intensive de nouvelles technologies, suivie d'un pic qui signe la venue à maturité de ces technologies, puis une courbe descendante tandis que les vieilles technologies ne rapportent plus autant et que les nouvelles technologies n'en sont encore qu'au stade expérimental quant à leur utilisation pour faire du profit, et atteint finalement un plancher qui traduit une période de déflation prolongée.

Le plancher du dernier cycle fut atteint lors des années 30-40, une période marquée par la dépression et par la deuxième guerre mondiale. La courbe ascendante du présent cycle débuta dans les années 50 et atteint son pic dans les années 80 et 90. L'exploitation rentable des avancées techniques postérieures à la guerre dans les secteurs clé de l'énergie, de l'automobile, de la pétrochimie et de l'industrie manufacturière, s'achevait, tandis que les technologies de l'information en étaient encore à leurs balbutiements. De ce point de vue, la « Nouvelle Économie » de la fin des années 90 n'était pas une transcendance du cycle des affaires, comme le croyaient beaucoup d'économistes, mais la dernière phase de gloire du super cycle en cours avant la descente vers une période de déflation prolongée. Autrement dit, ce qui fait le caractère unique de la conjoncture est que la courbe descendante du cycle court en cours coïncide avec le début de la descente du supercycle de Kondratieff. Pour employer les termes d'un autre économiste de renom, Joseph Schumpeter, l'économie mondiale semble partie pour entrer dans une longue période de "destruction créatrice".

CRISE DE L'ENVIRONNEMENT ET LÉGITIMITÉ DU CAPITALISME

J'ai parlé de moments, ou de cristallisations conjoncturelles, de la crise du projet de mondialisation. Ces moments étaient des manifestations de contradictions fondamentales qui se sont faites sentir à un rythme irrégulier. Une des contradictions les plus brûlantes et les plus centrales est celle qui oppose la mondialisation à l'environnement. Je voudrais à présent dire quelques mots pour montrer comment la crise écologique a été un facteur central de mise en question de la mondialisation, et même du capitalisme lui-même, comme mode de développement économique.

Avant et après le Sommet Mondial sur L'Environnement et le Développement de Rio de Janeiro en 1992, le sentiment dominant était que même si la situation écologique du monde empirait, la prise de conscience de ce fait menait à la création de mécanismes institutionnels et juridiques à l'échelle mondiale pour résoudre le problème. L'accord signé lors du sommet de Rio, appelé Agenda 21, et qui portait sur un programme mondial d'amélioration de l'environnement, avec des programmes correspondants dans chaque pays, semblait un grand pas en avant en termes de coopération internationale.



La fin des années 80 et le début des années 90 furent de plus une époque où nombre d'accords multilatéraux portants sur les questions d'environnement furent signés, et grâce à ces accords il semblait que la tendance à la crise écologique allait s'inverser, comme le Protocole de Montréal qui mettait des limites à la production de CFC pour préserver la couche d'ozone, ou l'accord CITIES qui instaurait un système de contrôle stricte du commerce des espèces en danger. De plus, avec la prise du pouvoir aux USA par Bill Clinton et Al Gore en 1992, une administration écologiquement correcte semblait être en place.

Plusieurs opérations mirent ce processus en échec.

D'abord, l'établissement de l'OMC. Comme le dit Ralph Nader, l'OMC plaçait le commerce international "über alles", ce qui voulait dire concrètement au dessus de toutes les dimensions de la vie économique et sociale sauf pour la sécurité nationale. Autrement dit, les lois qui protégeaient les ressources naturelles et l'environnement devaient être modifiées si elles étaient vues comme imposant des normes qui étaient vues comme désavantageuses pour les intérêts commerciaux étrangers. A travers une série de cas qui firent jurisprudence - le conflit US- Mexique sur les dauphins et le thon, la controverse qui opposa les USA aux pays asiatiques sur les tortues et les crevettes - il sembla que les lois nationales de protection de l'environnement se subordonnaient au libre échange. La tendance semblait être de ramener les législations nationales au plus petit dénominateur commun plutôt que les porter aux normes les plus élevées possibles.

Deuxièmement, l'insistance agressive des multinationales pour employer des technologies agroalimentaires et des biotechnologies de pointe alarma les écologistes et les citoyens partout dans le monde. L'interdiction par l'UE du boeuf aux hormones en provenance des USA – votée en réponse à une demande populaire en ce sens de la part des Européens - a été maintenue malgré le fait que l'OMC la juge illégale. De la même façon, les modifications génétiques dans le domaine agroalimentaire, en plus de la réticence des firmes américaines comme Monsanto à appliquer l'éco-étiquetage, ont provoqué une réaction des consommateurs en Europe et dans le reste du monde, le principe de précaution étant utilisé comme un puissant contre-argument au critère mis en avant par les grandes firmes US, à savoir le « sérieux scientifique ». De plus, les efforts agressifs de la part des firmes de biotechnologie US pour étendre le droit de brevet aux êtres vivants et aux graines a entraîné des résistances fortes de la part de groupes d'agriculteurs, d'associations de consommateurs, et d'écologistes qui dénoncèrent ce mouvement comme la « privatisation » du rapport séculaire entretenu par les différentes communautés humaines avec la nature.

Troisièmement, les fortes réticences du secteur industriel US à reconnaître le réchauffement planétaire, à une époque où la glace des pôles fondait de plus en plus vite, furent perçues comme une tentative flagrante pour mettre le profit avant l'intérêt général. Cette impression ne pouvait être que renforcée par les efforts - couronnés de succès - des grandes firmes pour torpiller un effort collectif mondial sous l'administration Clinton pour mettre effectivement fin au réchauffement climatique. Ces efforts furent anéantis finalement par la non-ratification par l'administration Bush de l'accord de Kyoto sur les changements climatiques, accord déjà frileux au départ. L'attitude agressivement anti-écologiste des grandes firmes US fut l'un des facteurs qui provoqua une grande méfiance envers le monde des affaires, y compris à l'intérieur des USA eux-mêmes, une enquête de Business Week en 2000 révélant que 72% des Américains jugeaient que le monde des affaires avait « trop d'emprise sur leur vie », ce qui poussa le premier magazine d'affaires national à émettre cette mise en garde : « Amérique des affaires, si tu ignores cette tendance, c'est à ton propre péril ».

En même temps, les pays en voie de développement jugeaient que les USA utilisaient des arguments écologistes pour ralentir leur développement, avec cet argument que les émissions de gaz nocifs dans les pays du tiers monde devaient faire l'objet de restrictions semblables à celles imposées dans les pays développés avant que Washington n'accepte de signer les accords de Kyoto. En effet, ces suspicions n'étaient pas sans fondement, puisque l'administration Bush visait la Chine, dont le développement rapide était perçu comme une menace stratégique pour les USA. L'écologie était mise au service du maintien par les USA de son hégémonie géo-économique et géopolitique.

Au début des années 2000, donc, le consensus mondial représenté par le sommet de Rio s'était délité, et il s'est pratiquement effondré sous les gigantesques coups de boutoir donnés par les grandes firmes au Sommet Mondial sur le Développement Durable (connu aussi sous le nom de Rio+10) à Johannesbourg en septembre 2002. Le « développement durable », une notion qui tentait de réconcilier la stabilité écologique avec le développement économique, fut passée par pertes et profits, et le tableau apocalyptique dépeint par Herman Daly, celui d'un système économique dont la croissance hyperbolique détruirait en un temps record un écosystème qui avait mis des millénaires à se créer, sembla plus que jamais sur le point de devenir réalité, tandis que le capital européen, US et japonais travaillait main dans la main avec un gouvernement indifférent aux problèmes de pollution pour faire d'une Chine à la croissance exponentielle à la fois l'usine et le dépotoir de la planète.

Il y a quelques années, beaucoup d'observateurs étaient d'accord avec l'économiste Herman Daly pour dire que la détérioration de l'environnement était due à la pulsion inexorable d'un système fabriqué par l'homme qui visait à remplir à une vitesse exponentielle l'espace qu'il avait fallu à la nature des millénaires pour

créer. De ce point de vue, une croissance plus lente et une baisse de la consommation étaient les clés d'une stabilisation de l'environnement, et ceci pouvait être accompli en prenant des décisions politiques soutenues par le grand public.

De plus en plus, cette analyse est remplacée par un point de vue plus radical qui veut que le coupable principal soit un mode de production capitaliste incontrôlé qui transforme sans cesse les richesses de la nature en biens de consommation et créé sans cesse de nouvelles demandes. Le capitalisme érode en permanence en l'homme et en la femme à la fois l'être de nature (la créature) et l'être de culture (le citoyen), et en même temps qu'il les draine de leur énergie vitale par le travail, il leur façonne des consciences réglées pour ne convenir qu'à un seul rôle : celui de consommateur. Le capitalisme a de nombreuses « dynamiques », mais l'une des plus destructrices pour l'environnement est la loi de Says, selon laquelle la satisfaction créé sa propre demande. Le capitalisme est une machine à fabriquer de la demande, qui transforme la nature vivante en biens de consommation morts, la richesse de la nature en capital mort.

Pour résumer, l'écologisme a renoué avec une certaine radicalité, passant de la critique de la mondialisation à une critique de la dynamique du capitalisme lui-même.

LA NOUVELLE ÉCONOMIE SELON GEORGE W. BUSH

Les crises concomitantes de la mondialisation, du néolibéralisme, de la légitimité du capitalisme, et de surproduction fournissent le contexte pour comprendre la politique économique de l'administration Bush, et plus particulièrement son unilatéralisme. Le projet de mondialisation proposé par les grandes entreprises soulignait l'intérêt commun des élites capitalistes internationales pour une expansion de l'économie mondiale, ainsi que leur interdépendance fondamentale. Néanmoins, la mondialisation n'a pas éliminé la concurrence entre les élites nationales. En fait, les élites dirigeantes en Europe et aux USA avaient des factions qui étaient à la fois plus nationalistes et plus dépendantes de l'État pour leur survie et leur prospérité, comme le complexe militaro-industriel aux USA. En effet, depuis les années 80 se déroule une vive lutte entre la faction la plus mondialiste des élites dirigeantes, qui met en avant les intérêts communs de la classe capitaliste internationale dans un contexte de croissance de l'économie mondiale, et la faction plus nationaliste, plus hégémoniste des élites, qui veut assurer la suprématie des intérêts des grandes firmes US avant tout.

Comme le soulignait Robert Brenner, la politique de Bill Clinton et de son secrétaire d'État au Trésor Robert Rubin mettait l'accent principalement sur l'expansion de l'économie mondiale comme fondement de la prospérité de la classe capitaliste internationale. Par exemple, au milieu des années 90, ils promurent une politique du dollar fort pour stimuler la reprise des économies japonaises et allemandes, pour que ces pays puissent servir de débouchés pour les produits et les services américains. L'administration Reagan qui les avait précédés, à l'opposé, avait soutenu une politique de dollar faible pour accroître la compétitivité de l'économie US, au détriment des économies allemandes et japonaises. Avec l'administration George W. Bush, nous sommes de nouveau face à une politique économique qui privilégie un dollar faible qui est censée redonner du tonus à l'économie US au détriment des autres économies principales, et qui veut soutenir avant tout les intérêts des élites d'affaires US avant l'intérêt de la classe capitaliste mondiale, dans un contexte de ralentissement généralisé.

Plusieurs points de cette approche sont à souligner.

- La politique économique menée par Bush est très soupçonneuse d'un processus de mondialisation qui ne serait pas conduit par un État américain assurant que ce processus n'affaiblit pas la puissance économique des USA. Permettre que le marché guide seul le processus de mondialisation pourrait entraîner que des firmes US clé se retrouvent victimes de la mondialisation, ce qui nuirait aux intérêts économiques US. Ainsi, malgré une rhétorique libre-échangiste, nous avons un groupe qui est très protectionniste dès qu'il est question de commerce, d'investissement et de gestion, s'agissant des contrats gouvernementaux. Il semble que la devise des Bushiens soit : protectionnisme pour les USA, et libre-échange pour les autres.

- l'approche de Bush inclus un fort scepticisme envers le multilatéralisme comme mode de gouvernance économique mondiale, puisque même si le multilatéralisme peut promouvoir les intérêts de la classe capitaliste internationale en général, il peut, en de nombreuses occasions, venir contredire les intérêts particuliers des firmes US. L'ambiguïté grandissante de la clique de Bush envers l'OMC vient du fait que les USA y ont perdu beaucoup de procès, avec des jugements qui nuisaient éventuellement au capital US mais qui servaient les intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble.

- Pour les gens qui entourent Bush, le pouvoir stratégique est la modalité ultime du pouvoir. Le pouvoir économique est un moyen pour accéder au pouvoir stratégique. Ceci est en relation avec le fait que sous Bush, la faction dominante de l'élite dirigeante est le complexe militaro-industriel qui a gagné la guerre froide. Le conflit qui oppose les mondialistes aux unilatéralistes ou nationalistes est visible dans la relation avec la Chine. L'approche mondialiste met l'accent sur un partenariat avec la Chine, en la voyant principalement comme une région où investir et comme un marché pour le capital US. Les nationalistes en revanche voient la Chine principalement comme un



ennemi stratégique, et ils préfèrent freiner sa croissance plutôt qu'aider les Chinois à se développer.

- Il va sans dire que la méthode Bush ne fait aucune place aux préoccupations environnementales, qui apparaissent comme quelque chose dont les autres ont à se soucier, pas les USA. Il y a en fait un puissant lobby d'affaires qui pense que les préoccupations environnementales comme celle qui concerne les OGM sont un complot des Européens pour priver les USA de son avance technologique dans la concurrence internationale. Si l'on prend en compte les points évoqués ci-dessus comme ce qui guide l'action des USA, alors on comprend très bien les décisions qui suivent, éléments saillants de la récente politique économique US:

- Obtenir le contrôle du pétrole du Moyen-Orient. Même si cet objectif ne résume pas à lui tout seul les buts de guerre de l'administration Bush, il est certainement bien placé sur la liste. La concurrence avec l'Europe devenant le principal aspect de la relation transatlantique, ceci visait clairement l'Europe au moins en partie. Mais peut-être l'objectif le plus stratégique était de préempter les ressources de la région pour contrôler l'accès que la Chine, pauvre en ressources naturelles et perçue comme un ennemi stratégique des USA.

- Un protectionnisme agressif dans les affaires de commerce et d'investissement. Les USA ont accumulé les lois protectionnistes les unes après les autres, l'une des décisions les plus controversées en ce domaine étant de geler tout progrès à l'OMC en revenant sur la reconnaissance par la déclaration de Doha de l'importance supérieure de la santé publique sur la propriété intellectuelle, en limitant, sous la pression des puissants lobbies pharmaceutiques, la mise en oeuvre souple des brevets à seulement trois maladies. Tandis que Washington semble parfaitement satisfait de voir les négociations échouer à l'OMC, les dirigeants américains ont concentrés l'essentiel de leurs efforts sur l'établissement et la signature de nombre d'accords bilatéraux ou multilatéraux de libre-échange comme l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), pour s'arranger avec les pays signataires avant que l'Europe ne signe un accord avec eux de son côté. Ces accords dits « de libre-échange » sont mal nommés puisqu'il s'agit en fait d'accords d'échange préférentiels.

- l'incorporation de considérations stratégiques dans les accords commerciaux. Dans un discours récent, le représentant du commerce américain, Robert Zoellick, a déclaré explicitement que “les pays qui souhaitent signer un accord de libre–échange avec les USA doivent d'abord remplir des conditions qui débordent les simples considérations économiques et commerciales pour pouvoir se porter candidats. Au minimum, ces pays doivent coopérer avec les USA pour ce qui concerne sa politique étrangère et ses objectifs ayant trait à la sécurité nationale, mais cela n'est qu'un des treize critères qui guideront la sélection par les USA de partenaires potentiels pour un accord de libre–échange. » La Nouvelle-Zélande, peut-être l'un des gouvernements les plus en faveur du libre-échangisme, s'est vu refuser un accord car elle refuse l'accès à ses ports aux vaisseaux à puissance nucléaire, mesure par laquelle les USA se sentent visés.

- la manipulation de la valeur du dollar pour faire supporter la crise économique aux rivaux économiques et permettre un regain de compétitivité de l'économie US. La lente dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro pourrait être interprétée comme un ajustement dû au marché, mais la baisse de 25% ne peut que traduire une politique de négligence bénigne, au minimum. Tandis que l'administration Bush se défend de vouloir mener une politique ruineuse pour ses voisins, la presse d'affaire américaine a bien vu que cette politique était un effort pour redonner une impulsion à l'économie américaine au détriment de ses rivaux.

- la manipulation agressive des instances internationales pour promouvoir les intérêts du capital US. Si cela ne semble pas évident à accomplir à l'OMC à cause du poids de l'UE, cela peut être fait plus facilement à la Banque Mondiale et au FMI, où la domination US est plus institutionnalisée. Par exemple, malgré le soutien que cette proposition a reçue de la part de nombreux gouvernements européens, le Trésor américain a récemment torpillé la proposition de la direction du FMI pour la mise en place d'un Mécanisme de Restructuration de la Dette Souveraine (SDRM en anglais) qui aurait permis aux pays en voie de développement de restructurer leur dette tout en les protégeant de leurs créditeurs. Alors que c'était un mécanisme déjà très minimaliste, le SDRM fit l'objet d'un veto par le Trésor américain qui défendait les intérêts des banques américaines.

- enfin, et ceci concerne plus particulièrement les discussions qui viennent, faire porter le poids des ajustements commandés par la crise écologique aux autre centres économiques et aux pays en voie de développement. Tandis que certains membres de la clique de Bush ne croient même pas qu'il y ait de crise écologique, d'autres savent que le niveau mondial d'émission de gaz à effet de serre ne pourra être durablement maintenu. Toutefois, ils veulent que ce soit les autres qui portent le gros des ajustements à effectuer, puisque cela signifierait non seulement que l'industrie écologiquement inapte des USA soit exemptée des coûts de ces ajustements, mais que les économies des autres pays seraient handicapées par ces mêmes coûts, ce qui donnerait un avantage sensible à l'économie US dans la concurrence internationale. C'est de la Realpolitik à l'état brut, et non de l'aveuglement fondamentaliste, qui a dicté le refus de Washington de signer les accords de Kyoto sur le changement climatique.

POLITIQUE ET ÉCONOMIE DE LA SUREXTENSION

Comme elle est liée de très près à des enjeux stratégiques, toute discussion portant sur les conséquences probables de la politique économique de Bush doit prendre en compte à la fois la situation économique des USA, la situation économique du monde, mais plus largement aussi la situation militaire et stratégique mondiale. Une des clés d'une politique impériale réussie est une expansion concomitante de l'économie de la nation impériale et de l'économie mondiale – un mouvement qu'il semble que la période de déflation et de stagnation qui nous attend empêchera, en provoquant plutôt des rivalités accrues entre capitalistes.

De plus, il faut compter avec non seulement les ressources économiques, mais aussi les ressources politiques et idéologiques. Car sans légitimité – sans ce que Gramsci appelait « le consensus » des dominés qui s'accordent pour dire qu'un système de règles est juste – la domination impériale ne peut pas être stable.

Confronté à un problème similaire, celui d'assurer la stabilité à long terme de son règne, la Rome antique inventa une solution qui créa la plus grande expression de loyauté collective vu jusqu'alors et qui perdura pendant 700 ans. La solution romaine n'était pas exclusivement militaire, et pas même principalement militaire. Les Romains comprirent qu'un élément important de la réussite de leur entreprise de domination était le « consensus » parmi les dominés que l'ordre romain était juste. Comme le remarque le sociologue Michael Mann dans son ouvrage de référence Les Sources du Pouvoir Social, « l'avantage décisif » n'était pas tant militaire que politique. « Les Romains », écrit-il, « arrivèrent peu à peu à l'idée d'une citoyenneté territorialement extensible. » L'extension de la citoyenneté romaine à travers l'empire tout entier aux classes dirigeantes et aux peuples qui n'étaient pas en esclavage fut la trouvaille politique qui produisit « ce qui fut la plus grande extension d'un sentiment d'appartenance collective vu jusque là. » La citoyenneté politique, combinée avec la vision d'un empire porteur de paix et de prospérité, donna naissance à cet élément moral intangible mais essentiel qu'on appelle légitimité.

Il va sans dire que l'extension de la citoyenneté ne joue aucun rôle dans l'ordre impérial américain. En fait, la citoyenneté américaine est jalousement réservée à une infime minorité de la population mondiale, et l'entrée sur le territoire américain est sévèrement contrôlée. Les populations soumises ne doivent pas être intégrées mais gardées sous contrôle soit par la force soit par la menace d'une utilisation de la force ou par un système de règles internationales ou régionales et par des institutions – les accords de Bretton Woods, l'OMC, l'OTAN – qui sont de plus en plus ouvertement manipulés pour ne servir que les intérêts du centre impérial.

Bien que l'extension de la citoyenneté universelle n'aie jamais fait partie de l'arsenal impérial américain, pendant sa lutte avec le communisme après la deuxième guerre mondiale, l'Amérique avait malgré tout inventé une formule politique pour légitimer sa puissance sur la scène mondiale. Les deux éléments de cette formule étaient le multilatéralisme comme système de gouvernement mondial et la démocratie libérale.

Pendant la période qui suivit immédiatement la guerre froide vit en fait le jour une attente assez généralement partagée : qu'une version moderne de la Pax Romana allait s'instaurer. Dan les cercles libéraux l'espoir naquit que les USA utiliseraient leur statut de superpuissance unique pour instaurer un ordre multilatéral qui institutionnaliserait l'hégémonie US mais qui globalement assurerait une espèce de paix auguste. Tel était la voie de la mondialisation économique et de la gouvernance multilatérale. Cette voie fut éliminée par l'unilatéralisme de George W. Bush.

Comme le remarquait Frances Fitzgerald dans « Fire in the Lake » (Le Feu au Lac), la promesse de l'extension de la démocratie libérale fut un idéal très puissant qui accompagna les forces américaines pendant la guerre froide. Aujourd'hui, cependant, la démocratie libérale type Washington ou Westminster connaît des problèmes dans l'ensemble du monde en voie de développement, où elle est réduite au rôle de façade qui masque le règne d'une oligarchie, comme aux Philippines, dans le Pakistan pré-Musharaf, et à travers l'Amérique Latine toute entière. En fait, la démocratie libérale aux USA est devenue à la fois moins démocratique et moins libérale. Bien peu de gens certainement dans le monde en voie de développement voient comme un modèle un système qui carbure à l'argent des grandes entreprises et qui est corrompu par cet argent.

Rétablir la dimension morale nécessaire pour créer un consensus autour de l'hégémonie US sera extrêmement difficile. En effet, la pensée dominante à Washington de nos jours est que le meilleur moyen d'obtenir un consensus est de menacer d'employer la force. De plus, malgré leurs discours sur le rétablissement de la démocratie dans le monde arabe, le principal objectif des auteurs néoconservateurs comme Robert Kagan et Charles Krauthammer est transparent : la manipulation des mécanismes de la pluralité démocratique libérale pour créer une concurrence pluripolaire qui détruirait ainsi l'unité arabe. Apporter la démocratie aux arabes n'est pas tant une arrière pensée qu'un slogan exprimé avec ironie.

La création d'une nouvelle Pax Romana n'intéresse pas la clique de Bush. Ce qu'ils veulent est une Pax Americana où la plupart des populations soumises comme les Arabes sont soigneusement gardé sous contrôle par une saine crainte de la puissance américaine meurtrière, tandis que la loyauté d'autres groupes comme celle du gouvernement Philippin est acheté avec de l'argent. Sans dimension morale qui relie la majorité de la population mondiale au centre de



l'empire, ce type de gestion impériale ne peut inspirer qu'une seule chose : la résistance. Le grand problème pour l'unilatéralisme est la surextension, ou autrement dit l'absence de correspondance entre les objectifs des USA et les ressources nécessaires pour atteindre ces objectifs. La surextension est une notion relative. C'est-à-dire qu'elle pour une grande part fonction de la résistance. Une puissance qui s'est trop étendue peut même voir sa situation empirer malgré une augmentation significative de ses moyens militaires si en face la résistance s'est accrue encore plus vite. Voici quelques uns des éléments les plus importants qui indiquent que les USA se sont trop étendus :

- l'incapacité durable de Washington à instaurer un nouvel ordre politique en Iraq qui servirait de fondement solide pour asseoir le règne colonial – son échec à consolider un régime pro-US en Afghanistan en dehors de Kaboul - l'incapacité d'un de ses alliés clé, Israël, à mettre fin, même avec une aide illimitée de Washington, au soulèvement du peuple Palestinien – la propagation d'un sentiment identitaire arabe et musulman au Moyen-Orient, en Asie du sud, et en Asie du sud est, résultant en un gain idéologique massif pour les fondamentalistes musulman – ce qu'espérait Oussama Ben Laden depuis le début – l'effondrement de la vieille alliance de la guerre froide, et l'émergence d'une nouvelle alliance concurrente, centrée autour de l'Allemagne et de la France – la naissance au sein de la société civile d'un puissant mouvement contre l'unilatéralisme, le militarisme, et l'hégémonie économique US, dont la dernière manifestation significative sont les démonstrations dans le monde entier contre la guerre - l'arrivée au pouvoir de mouvements anti-néolibéraux, anti-US, dans le jardin privé de Washington – au Brésil, au Venezuela, et en Équateur – pendant que l'administration Bush est occupée au Moyen-Orient – un impact de plus en plus négatif du militarisme sur l'économie US, les dépenses militaires aggravant le déficit, et celui-ci devenant de plus en plus dépendant de sources de financements étrangères, ce qui plonge une économie déjà dans les affres de la stagnation dans un surcroît de difficultés.

Pour conclure, le projet de mondialisation est en crise. Qu'il puisse ou non revenir à l'ordre du jour via une présidence Démocrate ou Républicaine n'est pas impossible, surtout qu'il y a des voix pro-mondialisation influentes dans la communauté d'affaire aux USA, et parmi elles celle de George Soros- qui se font les portes-parole d'une opposition à la poussée unilatéraliste de l'administration Bush. A notre avis, néanmoins, ceci est improbable, et l'unilatéralisme a encore de beaux jours devant lui.

En bref, nous sommes entrés dans un malstrom historique caractérisé par une crise économique prolongée, la propagation de forces de résistances dans le monde entier, la réapparition d'un équilibre des pouvoirs entre États principaux, et la réémergence de graves contradictions internes au capitalisme. Nous devons avoir un respect certain pour la puissance US, mais nous ne devons pas non plus la surestimer. Les signes que les USA se sont surétendus sont bien là, et ce qui peut paraître comme des preuves de puissance peuvent en fait signifier des faiblesses stratégiques.

Walden Bello, Conférence McPlanet, Berlin 27-29 juin 2003.

Contact pour cet article: Nicola Bullard N.Bullard@focusweb.org - Focus on the Global South (FOCUS) - c/o CUSRI, ChulalongkornUniversity - Bangkok 10330 THAILAND Tel: 662 218 7363/7364/7365/7383 - Fax: 662 255 9976 Web Page : http://www.focusweb.org

Brésil, Inde et Afrique du Sud : G3. Vers un monde multilatéral

Par Raúl Zibechi, journaliste uruguayen, heureux lauréat du Prix Latinoaméricain de Journalisme José Marti 2003.

Traduction. Catherine Arnaud, coorditrad traducteurs bénévoles (*)

L'accord qui a été signé par les gouvernements de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud afin de promouvoir le G3, que certains ont baptisé le "G7 des pauvres", implique le changement de cap de longue haleine le plus ambitieux que l'on ait vu, en presque un demi siècle, depuis la Conférence de Bandung.

La nouvelle est pratiquement passée inaperçue. Trop souvent les évènements destinés à laisser une profonde empreinte dans le futur font le tour des rédactions pour finir perdus sous des montagnes de papiers. Cette fois, la nouvelle est d'extrême importance : les Ministres des Relations Extérieures du Brésil (Celson Amorim), d'Afrique du Sud (Nkosazana Dlamini-Zuma) et de l'Inde (Yashwant Sinha), se sont réunis il y a quinze jours à Brasilia pour créer le groupe des trois (G3).

Le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva a pris l'initiative, dans le cadre de sa stratégie de consolidation des relations entre pays en voie de développement du Tiers Monde. L'objectif du G3 est de renforcer la coopération trilatérale, stimuler les échanges commerciaux et unifier leurs positions dans les rencontres internationales. Bien que le projet ne soit qu'embryonnaire, il se propose d'y inclure le reste des pays du Mercosur et de l'Union Douanière d'Afrique Australe, et il a pour perspective d'inclure la Chine et la Russie, et ils deviendraient donc le groupe des 5.

Les trois ministres ont pris grand soin de souligner qu'il ne s'agit pas d'un regroupement hostile au G7 : Amorim a déclaré que "nous ne sommes pas en train de former un club exclusif" et il a insisté sur le fait que "nous souhaitons parler avec une seule et même voix dans les organismes internationaux". Cependant, ils ont décidé de créer la Commission Trilatérale Conjointe et

de préparer une réunion des présidents des trois pays qui devrait se tenir avant la fin de cette année. Ces derniers jours, au cours de la réunion du Mercosur à Asunción, l'Inde a signé un accord visant la réduction des droits de douanes dans le commerce bilatéral, comme l'a déjà fait le Mercosur en 1998 avec l'Afrique du Sud en signant un accord de préférence douanière. D'autre part, les nouveaux associés feront pression pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies accepte parmi ses membres permanents des représentants des pays en voie de développement.

Quoi qu'en disent ces ministres, le renforcement des relations entre trois grands pays du Sud, représente un clair défi au Nord, et tout particulièrement à la diplomatie de Washington qui depuis la chute du bloc socialiste lutte pour un monde unipolaire.

Nouveau multilatéralisme

Cette nouvelle poussée des pays de la périphérie intervient presque un demi siècle après la première irruption des pays du Tiers Monde sur la scène internationale. En avril 1955, à Bandung, ancienne capitale de l'Indonésie, se réunissait un groupe de pays africains et asiatiques –nombre d'entre eux venaient d'accéder à l'indépendance- ils cherchaient à réaffirmer une politique propre, différente de celle des grandes puissances.

La conjoncture internationale expliquait en grande mesure le succès de cette conférence : la guerre de Corée et d'Indochine venait de s'achever, les français avaient été vaincus à l'historique bataille de Dien Bien Phu. Le vieux colonialisme était blessé à mort et le nouvel impérialisme des Etats-Unis avait été contenu par les coréens et les chinois. Bien que l'on n'y soit parvenu à aucun accord important (concernant la souveraineté, la non-agression, la non-ingérence dans les questions internes, la réciprocité et la coexistence pacifique), le plus important est que c'était la première fois qu'un groupe nombreux de pays du Tiers Monde se réunissaient sans la présence de l'Europe des Etats-Unis et de l'Union Soviétique.

En résumé, un nouvel acteur était né sur la scène internationale. De plus la conférence coïncidait avec le début de la deuxième vague de décolonisation, la guerre d'Algérie battait son plein et peu après allait commencer l'escalade interventionniste au Vietnam, ce qui fait que le mouvement des pays du Tiers Monde ne pouvait plus être éludé. La poussée rénovée du nationalisme arabe a été une des principales conséquences de Bandung, et une des plus explosives pour la domination des Etats-Unis. La rencontre de Bandung s'est décidée en 1962 au sein du mouvement des pays non-alignés, qui s'est formalisé au cours de la Conférence de Belgrade et où jouèrent un rôle important l'indien Jawaharlal Nehru, l'égyptien Gamal Abdel Nasser, l'indonésien Ahmed Sukarno, le ghanéen Kwame Nkrumah et l'amphitryon Josip Broz Tito.

Au fil des ans, la majorité des gouvernements des pays représentés à Bandung et à Belgrade ont été occupés par des forces qui se sont auto-définies comme forces de libération nationale ou socialistes. Mis à part d'honorables exceptions les nouveaux régimes ont trahi les expectatives de leurs peuples : ils connurent le naufrage en conséquence de la pression impériale - sous forme d'une combinaison de commerce inégal, néocolonialisme et pression politique- et ils n'ont pas su lancer de vastes transformations économiques pour améliorer la situation des populations les plus pauvres, et ils sont souvent tombés dans l'affrontement, voire même dans des luttes intestines ou ont dérivé vers la corruption ou le népotisme.

Nouveau cap

De ce mouvement vital il ne reste pratiquement rien. Même pas le "non-alignement", que le Secrétaire de Défense des Etats-Unis de l'époque John Foster Dulles considérait "immoral". Cependant les problèmes du monde, cinquante ans plus tard, se sont aggravés : une seule superpuissance a l'intention déclarée de dominer la planète. C'est pourquoi toute tendance qui cherche à échapper à l'unilatéralisme actuel est en soi positive. C'est pourquoi l'initiative du G3 est si importante, surtout si l'on considère sa vocation d'union des pays du Sud.

Il faut reconnaître, malgré tout, que l'initiative de Lula arrive de bien plus loin. Elle a été lancée sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et avait la bourgeoisie brésilienne pour acteur principal.

En mai la Chine devint le second pays de destination des exportations brésiliennes après les Etats-Unis. Entre l'an 2000 et 2002, 21 missions commerciales brésiliennes se rendirent en Chine et Brasilia reçut au cours de cette même période 24 missions commerciales chinoises.

En mai de cette année les exportations brésiliennes en Chine ont augmenté de 375% par rapport à mai 2000, il s'agissait pour la plupart de fer et de dérivés du soja. Mais les exportations brésiliennes en direction des pays du Tiers Monde restent très faibles en comparaison avec celles à destination de l'Europe et des Etats-Unis. Cependant, elles ne cessent d'augmenter : pour la même période les exportations vers l'Inde ont augmenté de 143%, les exportations vers l'Afrique du Sud ont doublé, et celles à destination du Sénégal ont augmenté de 485%.

Les voies ouvertes par le Brésil pourraient bien attirer l'attention et constituer un espoir pour les pays d'Amérique du Sud. Le renforcement du Mercosur, son élargissement à d'autres pays tels que le Pérou et le Venezuela, l'inclusion du Mexique et de Cuba dans des relations Sud-Sud constituent une alternative à la domination des multinationales basées aux Etats-Unis. La bataille victorieuse qui s'est livrée contre les multinationales pharmaceutiques, a vu les pays du G3



jouer un rôle décisif se soldant par l'adoption des médicaments génériques, et a ouvert des brèches dans la domination des puissants.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une bataille pour l'émancipation, tâche qui n'incombe pas aux Etats sinon aux sociétés civiles. Il s'agit bien plus modestement d'un bras de fer avec la domination impériale de Washington. Il s'agit, cependant, d'un travail de prime importance : est en jeu la survie de l'humanité. Bien que cette survie, comme le montre la politique du PT au Brésil, passe pour une alliance ponctuelle et momentanée avec la bourgeoisie, par exemple la brésilienne, la nouvelle bourgeoisie noire d'Afrique du Sud ou la plus si récente bourgeoisie indienne. Sur ce point, et c'est ainsi que l'ont compris de nombreux mouvements des trois continents, il s'agit de gagner du temps pour dénouer la corde qui nous étrangle. Ce qui ne veut pas dire, comme vient de le montrer le mouvement des Sans-Terre, qu'il faille rester sans rien faire.

Service d'Information "Alai-amlatina"
Agence Latinoaméricaine d'Information - ALAI
info@alainet.org URL:
http://alainet.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.